

CONSULTATION PUBLIQUE DE LA CRE SUR LES TARIFS ET CONDITIONS D'ACCES AUX RESEAUX DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL : CONTRIBUTION D'ARCELORMITTAL

1. Etes-vous favorable à la fusion des zones Nord H et Nord B au 1er avril 2013 ?

ARCELORMITTAL est favorable à cette fusion qui est un pas supplémentaire vers la réalisation d'une seule et unique zone en France. Ainsi la concurrence pourra se développer plus facilement dans la zone Nord.

2. Etes-vous favorable à la mutualisation totale du coût de conversion du gaz H en gaz B (service base uniquement) dès le 1er avril 2011 ?

Le coût du service de base de conversion ne semble pas être à l'origine d'une distorsion de concurrence. Cependant, lors des travaux de la Concertation les acteurs du marché ont réagi aux contraintes de nominations, souscriptions et d'équilibrage sur deux zones différentes qui doivent donc être rapidement supprimées.

Or, la mutualisation du coût de conversion ne semble pas répondre à cette problématique.

De plus la fusion est normalement synonyme de synergies qui doivent permettre de réduire les coûts en questions voire de les supprimer.

3. Quels enseignements tirez-vous des résultats de l'étude réseau menée par GRTgaz et TIGF ?

Cette étude montre qu'aucune contrainte réelle entre les deux zones Sud de la France n'existe d'ici à 2013, les seuls cas soulevés n'ayant qu'une probabilité très faible. De plus, une règle opérationnelle simple permettant de traiter ces contraintes hautement improbables existe.

ARCELORMITTAL insiste donc sur le fait que les risques de problèmes sont très limités et qu'une solution existe pour y pallier le cas échéant.

Enfin, la position de TIGF, qui ne consiste qu'à protéger son monopole n'est pas acceptable.

4. Etes-vous favorable à une diminution du terme tarifaire à l'interface entre les zones TIGF et GRTgaz Sud au 1er avril 2011, si la création d'une place de marché unique au 1er avril 2013 est retenue ?

Si la mise à zéro du terme tarifaire va dans le sens d'un marché unique dans le sud, elle n'est pas une fin en soi ; elle doit être assortie de certains mécanismes permettant de lever les contraintes de nominations et d'équilibrage par zone qui doivent être explorées dès aujourd'hui. Cependant, si la création d'une seule grande zone de marché au Sud est un vecteur de compétitivité et de développement des sites industriels du Sud, les sites industriels situés dans la zone GRTGaz Sud, qui n'étaient donc pas impactés par les termes tarifaires à l'interface TIGF/GRT Gaz, ne peuvent supporter un surcoût spécifique.

5. Etes-vous favorable aux autres évolutions de la structure tarifaire envisagées ?

Afin de ne pas faire supporter un coût supplémentaire aux consommateurs qui n'étaient pas impactés par les termes tarifaires à l'interface TIGF/GRT Gaz Sud, l'intégralité des effets liés à leur mise à zéro doit être affectée au terme de sortie vers l'Espagne.

Concernant la hausse du terme tarifaire au PITS, si de nouveaux produits devaient être réservés à une catégorie très spécifique d'acteurs il conviendrait alors de faire supporter ces coûts par les bénéficiaires et d'éviter la mutualisation. Car, comme dans le cas de la flexibilité infra-journalière, le principe « perturbateur = payeur » doit s'appliquer.

6. Quelle est votre analyse du service de flexibilité infra-journalière proposé par GRTgaz ?

ARCELORMITTAL est contre la mise en place d'une franchise dans l'offre de flexibilité infra-journalière car elle impliquerait le paiement de ce besoin en flexibilité liée aux CCGT par des consommateurs qui eux n'en ont pas besoin.

ARCELORMITTAL ne dispose cependant pas d'éléments suffisant pour donner un avis sur les coûts présentés.

7. Etes-vous favorable à la répercussion des coûts supplémentaires liés à la flexibilité infra-journalière aux sites fortement modulés à travers un service spécifique ?

De façon générale il est important de ne faire payer que les consommateurs ayant un besoin de flexibilité infra-journalière, c'est-à-dire les CCGT, via la mise en place d'un service de flexibilité infra-journalière obligatoire pour ces consommateurs très particuliers uniquement.

8. Que pensez-vous du seuil de 0,8 GWh de volume modulé journalier moyen proposé par GRTgaz pour l'application du service de flexibilité infra-journalière ?

Ses sites consommateurs ayant un besoin de volume modulé inférieur à 0,8 GWh et n'étant pas à l'origine de ce besoin additionnel de flexibilité, ARCELORMITTAL est d'accord avec la mise en place d'un seuil à cette valeur.

9. Quelle est votre analyse du service de flexibilité infra-journalière envisagé par la CRE ?

ARCELORMITTAL est contre la mise en place d'une franchise qui viendrait à faire payer des consommateurs qui n'ont pas besoin de ce nouveau service.

Cependant ARCELORMITTAL n'est pas en mesure de donner un avis sur les coûts et leur structure proposés.

10. Etes-vous favorable à la définition de deux services distincts, un service de flexibilité infra-journalière pour la programmation la veille pour le lendemain et un service pour les renominations

ARCELORMITTAL pense que la prise en compte des renominations via un service spécifique serait une bonne chose.

11. Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz concernant l'évolution du système d'équilibrage sur son réseau de transport ?

ARCELORMITTAL souhaite souligner que s'il est difficile de ne pas se conformer au 3^{ème} Paquet Energie, le système actuel, dans les conditions actuelles, fonctionnant bien, aucun surcoût pour les consommateurs ne pourrait être justifié par un passage à un équilibrage de marché :

- Le système doit continuer de refléter les coûts réels.
- Le bénéfice du foisonnement tel qu'il existe aujourd'hui ne doit pas non plus être perdu.

12. Que pensez-vous de la position de TIGF concernant le système d'équilibrage sur son réseau de transport ?

Ne possédant pas de sites importants dans la zone TIGF, ARCELORMITTAL ne peut donner d'avis sur cette question.

13. Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

La demande par GRTGaz d'une augmentation du tarif pour 2011 de 5,9% est particulièrement surprenante, notamment quand on la compare à l'inflation actuelle.

En outre, le contexte économique actuel est toujours très difficile pour les sites industriels français d'ARCELOORMITTAL. De plus, la reprise économique étant particulièrement lente, nous ne sommes pas à l'abris d'une rechute de l'économie.